

## Conseil municipal du 7 mars 2023

### Communications du Conseil administratif

Madame la Présidente,  
Mesdames les Conseillères municipales,  
Messieurs les Conseillers municipaux,

#### 1 Population et chômage<sup>1</sup>

Les dernières données trimestrielles disponibles de l'Office cantonal de la statistique, pour ce qui est de la population, sont toujours celles de septembre 2022. Pour mémoire, elles faisaient état d'une population de 36'975 habitants.

Quant au chômage<sup>2</sup>, les chiffres de février n'étant pas encore disponible, la Commune comptait 818 chômeur-euse-s à fin janvier 2023 contre 780 à fin décembre 2022, soit une augmentation de 38 personnes.

Ce chiffre, comme de coutume, doit être complété par le nombre de demandeur-euse-s d'emploi non-chômeurs, qui s'élevait à la même période à 384 contre 397 à fin décembre 2022, soit une diminution de 13 personnes.

Le nombre total des demandeur-euse-s d'emploi se montait donc à 1'202 à fin janvier 2023 contre 1'177 à fin décembre 2022, soit une augmentation de 25 personnes.

#### 2 Échanges avec la direction de l'Aéroport

Nous vous avons annoncé le mois dernier que la Commune faisait partie des recourants contre la décision du DETEC du 17 novembre 2022 approuvant le nouveau règlement d'exploitation de l'Aéroport international de Genève.

Ce point a été abordé parmi d'autres à l'occasion des échanges réguliers que le Conseil entretient avec le Directeur général de l'Aéroport. Il est à noter que c'est notamment dans ce contexte que des plaintes ont pu être formulées contre le bruit spécifique de certains aéronefs, plaintes qui sont relayées par l'Aéroport.

#### 3 Échanges avec Mme Fabienne FISCHER, Conseillère d'Etat.

Le Conseil administratif a reçu à sa demande Mme Fabienne FISCHER, Conseillère d'Etat en charge de l'économie et de l'emploi. Parmi les différents points abordés, cette séance a permis notamment de partager les préoccupations du Conseil en faveur de l'insertion professionnelle, notamment en relation avec la reconnaissance des acquis et de l'accès aux formations pour les profils non qualifiés, ainsi que des enjeux pour les artisans d'accéder à des loyers supportables, tels que ceux qui se pratiquent en zone industrielle et artisanale.

#### 4 Réseau TPG – une offre à améliorer pour Vernier

Par courrier du 22 décembre 2022, le Conseil administratif s'était inquiété, auprès du Magistrat en charge des transports, de la diminution de l'offre en matière de transports publics, constatant notamment la suppression de bus et le retard pris dans certaines infrastructures. Par réponse du 2 février dernier, M. DAL BUSCO a confirmé que le manque de personnel impactait en effet l'ensemble des lignes urbaines. S'agissant des retards du projet BHNS (bus à haut niveau de service), imputable à différents facteurs, celui-ci ne pouvait être comblé dans l'intervalle par une augmentation des cadences. Toutefois, et indépendamment de l'achèvement des tronçons du BHNS, le nouveau matériel roulant allait être mis en service dès 2025-2026, avec une capacité accrue sur l'axe de Vernier de 25%. Enfin, de nouvelles dessertes étaient à l'étude dans le cadre du plan d'actions des transports collectifs 2025-2029.

<sup>1</sup> Dès mars 2018, la répartition des demandeurs d'emploi en chômeurs et non-chômeurs est modifiée à la suite de l'uniformisation au niveau national de la définition et de la méthode de classification de ces deux sous-groupes dans le système d'information du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Cette modification permet d'améliorer la comparabilité des chiffres cantonaux du chômage. À la suite de ce changement, des demandeurs d'emploi inscrits considérés comme chômeurs auparavant sont comptabilisés comme non-chômeurs, et vice versa. Au total, le changement a induit une baisse du nombre de chômeurs, et son corollaire, une hausse des demandeurs d'emploi non-chômeurs.

<sup>2</sup> Dès mars 2018, la répartition des demandeurs d'emploi en chômeurs et non-chômeurs est modifiée à la suite de l'uniformisation au niveau national de la définition et de la méthode de classification de ces deux sous-groupes dans le système d'information du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Cette modification permet d'améliorer la comparabilité des chiffres cantonaux du chômage. À la suite de ce changement, des demandeurs d'emploi inscrits considérés comme chômeurs auparavant sont comptabilisés comme non-chômeurs, et vice versa. Au total, le changement a induit une baisse du nombre de chômeurs, et son corollaire, une hausse des demandeurs d'emploi non-chômeurs.

5 Propriétés de la Ville de Genève à Vernier – le temps d'un développement cohérent est venu !

Par courrier du 1<sup>er</sup> février dernier, Mme Frédérique PERLER, Conseillère administrative de la Ville de Genève en charge du département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité, a proposé une feuille de route pour nouer des discussions sur le devenir des parcelles que la Ville de Genève possède sur le territoire Verniolan, soit 536'000 m<sup>2</sup> (l'équivalent de plus de 50 terrains de foot ou quasiment 5 fois la surface du quartier de l'Étang), en ciblant particulièrement la zone industrielle du Lignon (ZILI) et les Tuileries. Par courrier du 16 février dernier, il a été répondu que cette initiative était à saluer car la maîtrise de telles surfaces avait une implication forte sur le développement cohérent du territoire verniolan. Il y avait des anomalies à corriger. Les rendez-vous devraient s'échelonner sur l'année à venir.

6 Abandon de la carte journalière CFF

Vous l'avez certainement appris par la presse, l'alliance Swiss pass abandonnera définitivement – contre l'avis des communes genevoises – les cartes journalières communales dès 2024. Un système de quota de cartes dégriffées, réservée aux communes, sera mis en place. Les usagers auront deux tarifs – l'un pour les réservations jusqu'à 10 jours avant le voyage, l'autre jusqu'à un jour avant. Si vous êtes titulaire d'un ½ tarif, il vous en coûtera CHF 39.00 ou CHF 59.00. Des informations complémentaires seront diffusées pour la population. Dans l'intervalle, l'offre actuelle est maintenue.

7 Recours contre affichage

Comme votre Présidente vous l'a annoncé, des recours ont été formés contre le règlement adopté par votre Conseil le 6 septembre 2022 interdisant la publicité à des fins commerciales. Les arguments des recourants reposent sur de prétendues violations de la liberté économique, de la garantie de la propriété, ainsi que de la liberté d'opinion. Ces arguments ont été traités sur le fond, tant par la Chambre constitutionnelle que par le Tribunal fédéral, dans un arrêt dit « *Calame* », qui portait sur l'initiative en Ville de Genève visant les mêmes objectifs. Dans ces arrêts, notre Haute Cour a indiqué que ces droits constitutionnels n'étaient pas violés.

Il n'est donc pas surprenant que la demande d'effet suspensif formée par un des recourants ait été rejetée, notamment parce que le critère de vraisemblance des chances de succès du recours n'était pas donné.

8 Consommation d'énergie

Les campagnes d'économie menées au sein de l'administration ont porté leurs fruits dans la première partie de l'hiver, il est vrai assez clément. Pour la chaleur, ce sont près de 30% économisés dans certains bâtiments et près de 10% en matière d'électricité.

9 IN 183

Le Conseil d'État entend proposer un contre-projet à l'IN 183 visant la suppression de la Taxe professionnelle communale (TPC). Rappelons que, pour Vernier, ce sont CHF 9.5 millions de recettes qui disparaîtraient, étant rappelé que la majorité de la perception va auprès de grandes entreprises. L'ACG a formulé des contre-propositions qui, en l'absence d'une refonte globale de la fiscalité, sont de nature à ne pas prêter les communes. L'Union des villes genevoises (UVG), de son côté, a fait état des besoins en ressources financières dynamiques pour les communes genevoises, en raison de l'augmentation de la population et de l'accroissement du nombre d'entreprises. La qualité et la quantité des prestations fournies par les communes ne sauraient être péjorées par la suppression de la TPC ou un éventuel contre-projet. La commission fiscale du Grand Conseil procède actuellement à d'autres auditions.

10 fodac, le chantier peut s'ouvrir

L'autorisation de construire pour la fodac est en force ! Le chantier va s'ouvrir ces prochains jours. Selon les projections, le Centre culture Châtelaine devrait être livré pour la rentrée 2025. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur ce moment important, j'ai envie de dire historique, pour le développement culturel de notre Commune et son rayonnement.

Madame la Présidente, j'en ai terminé avec ces communications.